

Recherches sociographiques



Miriam FAHMY (dir.), *L'état du Québec 2013-2014. Le pouvoir citoyen*, Montréal, Boréal, 2013, 461 p.

Raphaël Canet

Volume 56, numéro 2-3, mai-décembre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034222ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034222ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Canet, R. (2015). Compte rendu de [Miriam FAHMY (dir.), *L'état du Québec 2013-2014. Le pouvoir citoyen*, Montréal, Boréal, 2013, 461 p.] *Recherches sociographiques*, 56(2-3), 519-521. <https://doi.org/10.7202/1034222ar>

par Ludger Duvernay contiennent des informations précieuses qui éclairent les conditions particulières de la pratique épistolaire en situation d'exil, notamment le resserrement des règles de la confidentialité découlant de la crainte d'inculper des proches ainsi que l'utilisation de prête-noms.

La seconde partie se compose, quant à elle, d'une vingtaine de lettres reçues entre décembre 1837, début de l'exil de Duvernay aux États-Unis, et août 1840. L'intégralité de ces lettres, dont certaines avaient été publiées dans la revue de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal au début du 20^e siècle (volumes 5 à 8), est disponible en version numérique sur le site des Éditions VLB. Plus que les lettres de Duvernay sélectionnées par les deux chercheurs, la correspondance reçue dévoile les coulisses de l'histoire politique. Jacques-Alexis Plinguet, éditeur du journal *La Canadienne*, présente Ludger Duvernay comme le père de l'association des Frères chasseurs dans une lettre du 19 juin 1840. Dans une autre missive, Plinguet pose également l'imprimeur exilé comme un modèle de la profession en reconnaissant que Duvernay a habilement concilié les postures d'homme de presse et d'homme politique. Cela dit, le parti pris de privilégier la dimension politique de ce corpus comme principe de sélection des lettres s'effectue au détriment de la petite histoire et de la vie privée. Dans cette perspective, il aurait été intéressant, pour broser un portrait plus complet de Ludger Duvernay, de donner à lire quelques lettres d'épouses de patriotes attestant le rôle qu'a joué ce dernier comme intermédiaire entre les patriotes exilés et leur famille. Chacune des lettres est accompagnée d'une notice bibliographique, ce qui permet aux autres chercheurs intéressés par ce corpus de retourner aux pièces originales. L'édition témoigne, en outre, d'un souci de rendre compte de la matérialité de ces archives épistolaires. Or, l'appareil de notes signale à l'occasion certaines variantes par rapport aux documents originaux sans que la nature du travail de modification ou de modernisation effectué par les éditeurs ne soit explicitement précisée. Il ne fait toutefois aucun doute que cette correspondance contribuera à l'histoire des Rébellions, plus particulièrement en ce qui concerne les conditions de vie des exilés et l'association des Frères chasseurs, mais aussi à l'histoire des pratiques épistolaires et de la presse de la première moitié du 19^e siècle québécois.

Mylène BÉDARD

*Département des littératures,
Université Laval.
mylene.bedard@lit.ulaval.ca*

Miriam FAHMY (dir.), *L'état du Québec 2013-2014. Le pouvoir citoyen*, Montréal, Boréal, 2013, 461 p.

Publication annuelle phare de l'Institut du Nouveau Monde, *L'état du Québec* est un outil de référence pour saisir les grandes tendances de la société québécoise. Mine d'informations, elle rassemble les contributions de plus de 70 spécialistes dans le but d'offrir une véritable radioscopie de la société québécoise contemporaine.

Débutant par une chronologie des événements marquants de la période s'étalant de janvier 2012 à août 2013, l'ouvrage décrit ensuite la société québécoise contemporaine sous ses multiples facettes (démographique, politique, économique, culturelle, médiatique, territoriale), sans oublier de présenter les grands enjeux sociétaux de l'heure (environnement, santé, éducation, administration publique, financement de la recherche).

Un grand dossier sur le pouvoir citoyen constitue la thématique centrale de l'ouvrage, et lui donne son caractère original. Miriam Fahmy, directrice de la publication, donne le ton dès l'introduction. Nous vivons, depuis plusieurs décennies déjà, une crise de la forme représentative de notre démocratie. Cette crise de légitimité qui frappe nos gouvernements et se traduit par un désintérêt pour la politique *telle qu'elle se pratique* ne signifie pas pour autant que l'idéal démocratique soit lui aussi entré en crise, bien au contraire. Les mobilisations sociales et les revendications pour plus de participation citoyenne témoignent plutôt d'une maturation de notre système politique, et l'auteur n'hésite pas à évoquer « l'âge adulte de la démocratie » : p. 32. La politique doit s'orienter vers une réelle délibération publique sur des enjeux de bien commun, et non se limiter à des arbitrages partisans entre des intérêts opposés. Dans cette perspective, le retour de la conflictualité sociale est un bon signe, témoin d'une bonne « hygiène démocratique », puisque celle-ci nous oblige à faire face aux enjeux sociaux de notre temps, à nous questionner, délibérer, participer, prendre position et exiger des réponses.

L'ensemble des textes de ce dossier s'interrogent sur les différentes manières de lutter contre l'apathie politique et de cheminer vers une citoyenneté plus active. Plusieurs proposent des pistes de réflexion fécondes. Le thème de la participation citoyenne et de ses différentes modalités d'application est le plus récurrent. Sur ce point, le texte de Malorie Flon présentant les « règles de l'art de la participation publique » (p. 59-64) constitue une synthèse très utile de ses mécanismes essentiels, tout en ouvrant des pistes de réflexion intéressantes visant l'amélioration des formes de participation publique en vigueur au Québec.

Les textes de Milner, de Landry et de Lauriault introduisent par ailleurs un élément important pour la réflexion sur le renouveau démocratique par la participation, à savoir le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En quoi les médias sociaux et l'accès aux données ouvertes vont-ils faciliter l'émergence du pouvoir citoyen? S'il est indéniable que l'ouverture au grand public des données gouvernementales va permettre d'accroître la vigilance citoyenne à l'égard des agissements des gouvernements (et ainsi de faciliter le travail des lanceurs d'alertes qui se multiplient), la question du rôle des médias sociaux peut susciter la controverse, comme en témoigne le débat autour du texte d'Henry Milner. En effet, pour ce dernier, la mobilisation citoyenne via les médias sociaux, en favorisant l'action extra-parlementaire en réseaux, nuit à la démocratie représentative et ses institutions classiques. Plus fondamentalement, les réseaux sociaux sembleraient favoriser des formes individuelles d'expression au détriment des actions collectives. Ils donneraient ainsi un pouvoir démesuré à des minorités actives, au détriment de cette fameuse majorité silencieuse qui attend sagement les échéances électorales pour s'exprimer. En somme, les NTIC sembleraient favoriser la rue au détriment des urnes, soit l'expression politique d'une

société civile hétéroclite au détriment d'une communauté de citoyens confiants dans leurs institutions.

Une telle vision semble bien rigide, voire carrément conservatrice, eu égard aux nouvelles formes de socialisation et d'action politiques en émergence. Car comme le souligne très justement Jean-Marc Fontan, la société civile est aussi « un esprit collectif qui réfléchit et qui agit en continu pour changer les routines, les pratiques, les croyances et les comportements » (p. 379). Elle est donc une force d'innovation, de proposition, et pas seulement de blocage, ou pire, de destruction.

Cette remarque m'amène à formuler une critique qui se dégage de la lecture de l'ouvrage dans son ensemble. Une foule de sujets et de thématiques sont abordés, souvent très précis et spécifiques, des questions de fond sont posées, comme celle du renouvellement de la démocratie par la participation citoyenne; et pourtant, on peut s'interroger sur le fait que deux événements assez marquants de la période ne soient pas directement abordés dans l'ouvrage : le printemps érable et la commission Charbonneau. Ils apparaissent en arrière-plan de beaucoup de textes, sans pour autant faire l'objet d'analyses qui leur soient spécifiquement dédiées. Il y a de quoi s'interroger, d'autant que ces deux événements majeurs correspondent entièrement au titre de l'ouvrage : le pouvoir citoyen.

Raphaël CANET

*École de développement international et mondialisation,
Université d'Ottawa.
raphael.canet@uottawa.ca*

Harold BÉRUBÉ, *Des sociétés distinctes. Gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, McGill-Queen's University Press, 268 p.

L'ouvrage de l'historien Harold Bérubé propose une analyse de la constitution de trois banlieues de la région montréalaise, du tournant du siècle dernier jusqu'aux prémices de la Seconde Guerre mondiale. La périodisation proposée (1880-1939) est bornée par deux crises économiques. Durant les décennies étudiées, alors que la région de Montréal devient un centre économique industriel majeur, plusieurs municipalités suburbaines deviennent des entités autonomes. L'analyse s'attache à mettre en lumière les processus de constitution et de consolidation de ces nouvelles municipalités de banlieue, en soulignant de quelle manière les modalités de gouvernement local qu'elles inaugurent mais aussi les identités et les pratiques culturelles des communautés qui s'y épanouissent en font de réelles « sociétés distinctes » dans le paysage sociopolitique de l'époque, et certainement encore aujourd'hui.

Le point de départ de la réflexion porte sur les débats animés, voire passionnés, dans les années 2000, sur les raisons des « défusions » municipales de certaines villes, aujourd'hui « reconstituées », au sein de la région métropolitaine de Montréal. L'ambition de l'auteur est de démontrer le caractère distinct de ces banlieues généralement perçues et présentées dans les discours populaires, médiatiques et parfois politiques, comme essentiellement anglophones, ce caractère